

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 1426

28 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 21 mars 1961 déterminant les modalités de la lutte médico-sociale contre la tuberculose, octroyant des subventions en faveur de cette lutte et fixant les conditions de cet octroi

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, § 2 et l'article 5, § 1er, I, 2°;

Vu l'arrêté royal du 21 mars 1961 déterminant les modalités de lutte médico-sociale contre la tuberculose, octroyant des subventions en faveur de cette lutte et fixant les conditions de cet octroi, modifié par les arrêtés royaux des 10 mai 1962, 22 juin 1970, 20 novembre 1972, 21 novembre 1974, 8 avril 1975 et 11 mai 1981 et par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 1er mars 1984, 7 novembre 1984, 22 juillet 1985, 23 juillet 1985, 26 août 1985 et 4 juillet 1989;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 20 décembre 1990;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 24 décembre 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de revoir fondamentalement, sans tarder, les modalités de lutte contre la tuberculose et les affections respiratoires non tuberculeuses;

Considérant qu'il y a lieu de coordonner d'urgence les activités de prévention du tabagisme;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Vu la délibération de l'Exécutif du 24 décembre 1990,

Arrête :

Article 1er. Le titre 1er de l'arrêté royal du 21 mars 1961 déterminant les modalités de lutte médico-sociale contre la tuberculose, octroyant des subventions en faveur de cette lutte et fixant les conditions de cet octroi, tel que modifié par les arrêtés royaux des 10 mai 1962, 20 novembre 1972, 8 avril 1975 et 11 mai 1981 et par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 1er mars 1984, 7 novembre 1984, 22 juillet 1985, 26 août 1985 et 4 juillet 1989, est remplacé par ce qui suit :

« TITRE 1er. — *Coordination de la lutte contre les affections respiratoires et le tabagisme*

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre :

— par la « F.A.R.E.S. » : la Fondation contre les Affections respiratoires et pour l'Education pour la Santé, ASBL;

— par le « Ministre » : le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la santé dans ses attributions.

Art. 2. La F.A.R.E.S. est chargée de la prévention des affections respiratoires, dont notamment la tuberculose, ainsi que de la prévention du tabagisme.

Art. 3. Afin de remplir ses missions, la F.A.R.E.S. dispose :

1° d'un secrétariat central;

2° de cinq unités de secteur desservant les cinq secteurs géographiques suivants :

a) Bruxelles-capitale;

b) le Brabant wallon et la Province de Namur;

c) la province de Hainaut;

d) la province de Liège;

e) la province de Luxembourg.

Art. 4. § 1er. Le secrétariat central dispose d'un personnel comprenant au minimum un spécialiste en santé publique.

§ 2. Les cinq unités de secteur comprennent au total un minimum de :

1° médecins, rémunérés, à concurrence de 2,5 temps plein.

Chaque médecin doit être reconnu par la F.A.R.E.S. comme compétent en pneumologie et/ou santé publique;

2° quinze infirmières temps plein;

3° cinq employés temps plein.

Art. 5. § 1er. Dans la limite des crédits disponibles, le Ministre octroie à la F.A.R.E.S. 40 millions de francs.

§ 2. Cette subvention annuelle est adaptée selon les dispositions légales et réglementaires en matière de liaison des prestations à l'indice des prix à la consommation. A cet effet, elle est rattachée à l'indice pivot d'application au 1er janvier 1991 et est revue, s'il échet, sur cette base chaque premier janvier.

§ 3. 90 % du montant de la subvention visée au § 1er est liquidée sous forme d'avances trimestrielles. La liquidation du solde s'effectue après production :

- 1° du rapport d'activité approuvé par le comité d'accompagnement visé à l'article 7 du présent arrêté;
- 2° des comptes de recettes et dépenses relatifs à cette subvention approuvés par les Services du Ministre.

Art. 6. Pour pouvoir bénéficier de ce subside, la F.A.R.E.S. doit :

1° présenter, chaque année, au Ministre, un bilan d'activité et d'évaluation pour les douze derniers mois ainsi qu'un plan d'activité définissant :

- a) la situation épidémiologique des affections respiratoires et du tabagisme et son évolution;
- b) les objectifs pour les trois années à venir;
- c) les objectifs opérationnels et la planification pour les quinze mois à venir;

2° fournir annuellement un bilan et compte d'exploitation permettant son contrôle financier. Le Ministre peut, à cet effet, fixer des modalités de contrôle;

3° accepter la vérification, par les services du Ministre, de la comptabilité ainsi que de la conformité des actions au plan d'activité.

Art. 7. Il est installé un comité d'accompagnement chargé, sur base des données fournies par la F.A.R.E.S. :

- d'évaluer de manière permanente l'évolution épidémiologique des affections respiratoires et du tabagisme;
- d'évaluer l'adéquation entre cette évolution épidémiologique et les mesures proposées par la F.A.R.E.S.;
- d'évaluer l'efficacité des actions menées par la F.A.R.E.S.;
- d'approuver le rapport visé à l'article 6 du présent arrêté;

— d'émettre, à la demande de l'Exécutif ou de sa propre initiative, toute proposition visant à optimiser la prévention des affections respiratoires et la lutte contre le tabagisme.

Ce comité est convoqué à l'initiative de l'administration une fois par an au moins.

Art. 8. Le Comité d'accompagnement visé à l'article 7 du présent arrêté est composé de :

1° six experts spécialisés dans le domaine de la prévention des affections respiratoires et de la lutte contre le tabagisme;

2° trois représentants du Ministre dont deux fonctionnaires du Ministère de la Culture et des Affaires sociales de l'Exécutif de la Communauté française;

3° un représentant de l'Inspection des Finances;

4° deux membres de la F.A.R.E.S.

Art. 9. Les membres du comité d'accompagnement sont nommés par le Ministre.

Leur mandat a une durée de quatre ans, éventuellement renouvelable.

Le mandat des représentants du Ministre est révocable *ad nutum*.

Le membre nommé en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé achève le mandat de celui-ci.

Art. 10. Dans le cadre de ses missions de lutte contre le tabagisme, la F.A.R.E.S. est agréée en tant que service d'éducation pour la santé en application des articles 14 et 15 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 novembre 1988 portant création de la cellule permanente Education pour la Santé et relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'éducation pour la santé ainsi qu'au subventionnement de programmes d'action ou de recherche en éducation pour la santé.

Cet agrément ne donne pas lieu à des subsidiations complémentaires à celles reprises dans le présent arrêté. »

Art. 2. En ce qui concerne la Communauté française, sont abrogés dans l'arrêté royal du 21 mars 1961 susdit, tel que modifié par les arrêtés royaux des 10 mai 1962, 22 juin 1970, 20 novembre 1972, 21 novembre 1974, 8 avril 1975 et 11 mai 1981 et par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 1er mars 1984, 7 novembre 1984, 22 juillet 1985, 23 juillet 1985, 26 août 1985 et 4 juillet 1989 :

1° le titre Ier;

2° le titre III tel qu'il avait été remplacé, en ce qui concerne la Communauté française, par l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1985 organisant les équipes socio-prophylactiques chargées de la lutte contre la tuberculose et les maladies respiratoires à caractère social ainsi que de missions d'éducation à la Santé, octroyant des subventions à cet effet et fixant les conditions de cet octroi;

3° le titre IV.

Art. 3. Est abrogé l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juillet 1985 octroyant à la « Fondation contre les Affections respiratoires et pour l'Education à la Santé » une subvention forfaitaire en vue de couvrir les frais inhérents à l'activité de son secrétariat central.

Art. 4. Le Ministre de la Communauté française qui a la politique de la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1991.

Bruxelles, le 28 décembre 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
F. GUILLAUME

Le Ministre-Président, chargé du Budget,
V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 1426

28 DECEMBER 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 maart 1961 tot bepaling van de voorwaarden inzake de sociaal-medische tuberculosebestrijding, tot toekenning van de subsidies ten bate van de bestrijding en tot vaststelling van de regelen waarnaar zij dienen toegekend

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1, § 2 en artikel 5, § 1, I, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 maart 1961 tot bepaling van de voorwaarden inzake de sociaal-medische tuberculosebestrijding, tot toekenning van de subsidies ten bate van de bestrijding en tot vaststelling van de regelen waarnaar zij dienen toegekend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 mei 1962, 22 juni 1970, 20 november 1972, 21 november 1974, 8 april 1975 en 11 mei 1981 en bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984, 7 november 1984, 22 juli 1985, 23 juli 1985, 26 augustus 1985 en 4 juli 1989;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 december 1990;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 24 december 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nadere regels voor de tuberculosebestrijding en voor de bestrijding van niet-tuberculeuze ademhalingsaandoeningen, zonder verwijl, grondig dienen te worden herzien;

Overwegende dat de activiteiten van preventie van het tabaksverbruik dwingend dienen te worden gecoördineerd;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 24 december 1990 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Titel I van het koninklijk besluit van 21 maart 1961 tot bepaling van de voorwaarden inzake de sociaal-medische tuberculosebestrijding, tot toekenning van de subsidies ten bate van de bestrijding en tot vaststelling van de regelen waarnaar zij dienen toegekend, zoals het gewijzigd werd bij de koninklijke besluiten van 10 mei 1962, 20 november 1972, 8 april 1975 en 11 mei 1981 en bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984, 7 november 1984, 22 juli 1985, 26 augustus 1985 en 4 juli 1989, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« TITEL 1er. — *Coördinatie van de bestrijding van de adernhalingsaandoeningen en van het tabaksverbruik*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- de « F.A.R.E.S. » : de Stichting tegen de Adernhalingsaandoeningen en voor de Gezondheidsopleiding, V.Z.W.;
- de « Minister » : de Minister van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort.

Art. 2. De « F.A.R.E.S. » is belast met de preventie van de adernhalingsaandoeningen, waaronder inzonderheid de tuberculose, evenals met de preventie van het tabaksverbruik.

Art. 3. Om haar opdracht te kunnen vervullen, beschikt de « F.A.R.E.S. » over :

- 1° een centraal secretariaat;
- 2° vijf sectoreenheden die de volgende geografische eenheden bestrijken :
 - a) Brussel-Hoofdstad;
 - b) Waals Brabant en de provincie Namen;
 - c) de provincie Henegouwen;
 - d) de provincie Luik;
 - e) de provincie Luxemburg.

Art. 4. § 1. Het centraal secretariaat beschikt over personeel dat samengesteld is uit ten minste een specialist volksgezondheid.

§ 2. De vijf sectoreenheden moeten in totaal bestaan uit ten minste :

- 1° geneesheren, bezoldigd ten belope van 2,5 voltijdse prestaties. Iedere geneesheer moet door de « F.A.R.E.S. » erkend worden als bekwaam inzake pneumologie en/of volksgezondheid;
- 2° vijftien verpleegsters met volledige dagtaak;
- 3° vijf bedienden met volledige dagtaak.

Art. 5. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Minister 40 miljoen frank aan de « F.A.R.E.S. ».

§ 2. Deze jaarlijkse toelage wordt aangepast, volgens de wettelijke en verordeningbepalingen inzake koppeling van de prestaties aan de index van de consumptieprijzen. Te dien einde is ze gekoppeld aan het spilindexcijfer van toepassing op 1 januari 1991 en wordt, in voorkomend geval, op iedere eerste januari herzien op deze basis.

§ 3. 90 % van het bedrag van de toelage waarvan sprake in § 1 wordt uitbetaald in de vorm van driemaandelijkse voorschotten. De uitbetaling van het saldo geschiedt na overlegging van :

1° het verslag van activiteiten goedgekeurd door het begeleidingscomité waarvan sprake in artikel 7 van dit besluit;

2° de rekeningen van de ontvangsten en van de uitgaven betreffende deze toelage, goedgekeurd door de Diensten van de Minister.

Art. 6. Om in aanmerking te komen voor die toelage, moet de « F.A.R.E.S. » :

1° ieder jaar aan de Minister een overzicht van de werkzaamheden en van de raming voor de laatste twaalf maanden overleggen evenals een activiteitenplan tot bepaling van :

- a) de epidemiologische toestand van de ademhalingsaandoeningen en van het tabaksverbruik en zijn verloop;
- b) de doeleinden voor de aanstaande drie jaar;
- c) de operationele doeleinden en de planning voor de vijftien aanstaande maanden;

2° jaarlijks een exploitatiebalans en een rekening overleggen om haar financiële controle mogelijk te maken. De Minister kan te dien einde nadere regels voor de controle bepalen;

3° aanvaarden dat de Diensten van de Minister de comptabiliteit nazien en dat ze controleren of de acties overeenstemmen met de activiteitenplan.

Art. 7. Een begeleidingscomité is aangesteld dat op basis van de door de « F.A.R.E.S. » verstrekte gegevens ermee belast is :

— de epidemiologische evolutie van de ademhalingsaandoeningen en van het tabaksverbruik voortdurend de evalueren;

— de adequatie te evalueren tussen deze epidemiologische evolutie en de door de « F.A.R.E.S. » voorgestelde maatregelen;

— de doeltreffendheid van de door de « F.A.R.E.S. » gevoerde acties te evalueren;

— het in artikel 6 van dit besluit bepaald verslag goed te keuren;

— op verzoek van de Executieve of op eigen initiatief ieder voorstel uitbrengen dat tot doel heeft de preventie van de ademhalingsaandoeningen en de bestrijding van het tabaksverbruik te optimaliseren.

Dit comité wordt op initiatief van het bestuur ten minste een keer per jaar bijeengeroepen.

Art. 8. Het begeleidingscomité bepaald in artikel 7 van dit besluit is samengesteld uit :

1° zes deskundigen gespecialiseerd inzake preventie van de ademhalingsaandoeningen en de bestrijding van het tabaksverbruik;

2° drie vertegenwoordigers van de Minister waarvan twee ambtenaren van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

3° een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën;

4° twee leden van de « F.A.R.E.S. ».

Art. 9. De leden van het begeleidingscomité worden benoemd door de Minister.

De duur van hun mandaat is vier jaar, eventueel vernieuwbaar.

Het mandaat van de vertegenwoordigers van de Minister is herroepbaar *ad nutum*.

Het lid benoemd ter vervanging van een ontslagnemend of overleden lid voleindigt het mandaat van dat lid.

Art. 10. In het kader van zijn opdracht van bestrijding van het tabaksverbruik, is de « F.A.R.E.S. » erkend als dienst voor gezondheidsopvoeding bij toepassing van de artikelen 14 en 15 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 november 1988 houdende oprichting van de Permanente Cel voor gezondheidsopvoeding en betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan diensten voor gezondheidsopvoeding alsook betreffende de toekenning van toelagen voor actie- of onderzoeksprogramma's inzake gezondheidsopvoeding.

Deze erkenning geeft geen aanleiding tot verlenen van subsidie ter aanvulling van degene vermeld in dit besluit. »

Art. 2. Voor de Franse Gemeenschap worden opgeheven in het bovenvermeld koninklijk besluit van 21 maart 1981, zoals gewijzigd werd bij de koninklijke besluiten van 10 mei 1982, 22 juni 1979, 20 november 1972, 21 november 1974, 8 april 1975 en 11 mei 1981 en bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984, 7 november 1984, 22 juli 1985, 23 juli 1985, 26 augustus 1985 en 4 juli 1989 :

1° titel I;

2° titel III zoals vervangen voor de Franse Gemeenschap bij het besluit van de Executieve van 23 juli 1985 houdende organisatie van de socio-profytactische équipes die belast worden met de bestrijding van de tuberculose en de ademhalingsziekten van sociale aard alsmede met opdrachten van gezondheidsopvoeding, houdende toekenning van subsidies daartoe en vaststelling van de voorwaarden voor die toekenning;

3° titel IV.

Art. 3. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1985 tot toekenning aan de « Fondation contre les Affections respiratoires et pour l'Education à la Santé » (Stichting tegen de ademhalingsaandoeningen en voor de gezondheidsopvoeding) van een forfaitaire jaarlijkse toelage met het oog op het dekken van de kosten die inherent zijn aan de activiteit van haar centraal secretariaat.

Art. 4. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

Brussel, 28 december 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap;

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,

F. GUILLAUME

De Minister-Voorzitter, belast met de Begroting,

V. FEAUX